

# Le budget déjà sur la table

FORMATION La future suédoise envisage un report de l'équilibre après 2016

- ▶ Première réunion plénière des négociateurs de la coalition fédérale.
- ▶ On évoquera le budget.
- ▶ La possibilité d'un report de l'équilibre à 2017-2018 existe.

Cette fois, c'est parti. Les négociateurs de la coalition suédoise vont rentrer dans le vif du sujet : les délicats arbitrages politiques.

La journée va se dérouler en deux temps. D'abord, réunion des présidents de partis. Bart De Wever (N-VA), Gwendolyn Rutten (VLD), Wouter Beke (CD&V) et Charles Michel (MR) se verront pour baliser les travaux.

Ensuite ce sera « séance plénière » : l'équipe de négociation au grand complet, dont on lira la composition ci-contre, se réunira à 15 heures à la présidence de la Chambre.

Les futurs suédois n'ont pas choisi la facilité : le point à l'ordre du jour de la première réunion, c'est le budget. Durant la quinzaine écoulée, Charles Michel et Kris Peeters, les deux formateurs, ont pris des avis de techniciens, au Bureau du Plan, et vont émettre des propositions de trajectoire budgétaire.

L'objectif reste de trouver 17,3 milliards. Mais les deux formateurs ne font pas de ce chiffre une obsession. S'ils parviennent à convaincre leurs partenaires de prendre des réformes structurelles d'envergure, comme l'allongement des carrières ou la dynamisation du marché du travail, la facture pourrait se réduire sensiblement. La Commission européenne pourrait également se trouver encline à accepter un report de la date d'équilibre budgétaire. Celle-ci était initialement fixée à 2016, mais si les réformes

structurelles interviennent, le gouvernement pourrait fixer la date en 2017, voire 2018, en accord avec la Commission européenne.

Toujours dans le volet budgétaire, il faudra aborder une autre question délicate : comment réaliser les économies. Met-on tout le poids sur les réductions de dépenses publiques, ou se permet-on quand même des mesures fiscales, telles qu'une hausse de la TVA ? Il nous revient que c'est sans doute ce point qui sera le plus délicat à résoudre entre les partenaires.

Les négociateurs auront lundi une première discussion à ce sujet, mais ils ne devraient pas trancher.

Durant le reste de la semaine, ils s'attaqueront aux deux autres grands chapitres du futur accord de gouvernement : les questions socio-économiques et les thèmes de société.

Le socioéconomique ne manque pas de questions qui fâchent : prolongement des carrières, travaux d'intérêt général pour les chômeurs, prolongation des centrales électriques voire construction de nouvelles centrales, saut d'index ou réforme du mécanisme sont quelques-uns des thèmes les plus délicats. Le nucléaire est à ce stade identifié comme le plus difficile dans le domaine socioéconomique car les positions sont à ce stade très éloignées. La N-VA a rappelé ce week-end qu'elle pourrait parfaitement envisager la construction d'une nouvelle centrale nucléaire. Le MR occupe une position médiane, qui consiste à pouvoir accepter une

prolongation des centrales dans le cadre d'un projet visant à éviter le black-out. A l'opposé, le VLD souhaite, lui, le respect du calendrier de fermeture des réacteurs.

Dans les questions de société figureront tous les points relatifs à l'asile et l'immigration, la justice, la sécurité et la mobilité. Des thèmes où les convergences sont les plus grandes et qui ne devraient pas poser de problèmes majeurs. Pour baliser ces discussions, Kris Peeters et Charles Michel devraient distribuer, dans le courant de la semaine, les fameuses notes préparatoires qu'ils ont rédigées.

Puis il restera à envisager une autre question délicate : les portefeuilles ministériels. Le point n'aurait pas encore été abordé à ce stade. Les négociateurs n'auraient pas encore déterminé le nombre de postes ministériels. Mais cette question devrait s'inviter très vite à la table : car une réunion des instances européennes se tient le 30 août, et la Belgique est le seul pays à ne pas encore avoir proposé de commissaire européen. Les noms le plus souvent cités sont ceux de Marianne Thyssen (CD&V) et de Didier Reynders (MR). Pour ménager l'impatience de la Commission sur ce point, Kris Peeters et Charles Michel sont en contact avec le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Reste la question à... 17 milliards : quand aura-t-on un gouvernement fédéral ? Si tout se passe bien, mi-septembre. Mais si un grain de sable intervient, plus personne n'ose fixer de date... ■

**BERNARD DEMONTY**

## RÉTROACTES

**Près de trois mois depuis les élections**

Les négociations pour une coalition suédoise rentrent ce lundi dans le vif du sujet. La suite d'un parcours de près de trois mois.

**25 mai**

La N-VA sort gagnante de ce scrutin et le MR

et le PS sont au coude à coude.

**27 mai**

Bart De Wever est nommé informateur par le Roi. Il tente de monter une coalition avec la N-VA, le CD&V, le MR et le CDH.

**5 juin**

Le PS et le CDH annoncent qu'ils entament des négociations pour former des

gouvernements régionaux. Le FDF les rejoint à Bruxelles.

**24 juin**

Le CDH fait savoir à Bart De Wever qu'il ne montera pas dans une coalition fédérale avec les nationalistes.

**25 juin**

Bart De Wever remet sa démission. Sa mission d'information se termine.

**22 juillet**

Le gouvernement flamand est formé. Le VLD rejoint le CD&V et la N-VA.

**22 juillet**

Le Roi désigne Charles Michel (MR) et Kris Peeters formateurs du gouvernement fédéral. L'objectif est d'aboutir à la formation d'une coalition entre le CD&V, le VLD, la N-VA et le MR.

B.DY

## Le CD&V sur des œufs, le MR au centre du jeu

**L**es négociations pour la formation d'un gouvernement fédéral vont entrer dans une phase plus concrète. Dans quel état d'esprit sont les différents partis ?

Il y a ce qui les unit, d'abord : la perspective de former un gouvernement sans le parti socialiste, flamand comme francophone. Pour les formations à la table des négociations, cela ouvre la perspective de réformes jugées impossibles jusqu'alors : sur l'index, sur les pensions, sur la Sécurité sociale et en matière de justice, notamment.

Autre ciment : un échec ferait sans doute échouer les réformes tant voulues par ces partis et leur base, car il faudrait faire remonter le PS et/ou le CDH ou aller à la crise institutionnelle. Pour le reste, le positionnement des différents partis varie.

**La N-VA.** Les nationalistes ont décidé de

jouer le jeu du fédéral. Ils ont omis à ce stade toute revendication communautaire, et ont accepté d'entamer des négociations en occultant cet aspect fondamental de leur programme. Le parti de Bart De Wever a intérêt à faire monter haut les enchères socioéconomiques pour compenser l'absence de communautaire. Vendre à la Flandre un gouvernement sans le PS, c'est déjà un atout pour les nationalistes, mais cela ne suffira pas. On s'attend donc à des revendications salées.

**Le CD&V.** Le parti chrétien flamand est sans doute le plus mal pris à l'entame des discus-

sions. C'est la seule formation des quatre à devoir compter avec une aile gauche. Et celle-ci a été échaudée après les fuites de possibles économies budgétaires en Flandre qui toucheraient le secteur culturel et associatif, deux bastions de l'aile gauche démocrate-chrétienne. Aussi le CD&V va-t-il peut-être freiner certaines réformes budgétaires, de peur de frustrer cet électorat échaudé. Rappelons aussi qu'une partie du syndicat chrétien est proche du CD&V. Et que des questions comme le service minimum en cas de grève, le maintien de l'index sous sa forme actuelle ou le rôle des syndicats dans la gestion de la sécurité sociale sera abordé. Nul doute que le CD&V sera sous pression, même s'il faut constater qu'aucun des trois négociateurs du parti n'appartient à l'aile gauche.

**Le MR.** Paradoxalement, dans cette coalition, le Mouvement réformateur va jouer un rôle de centriste. A droite, il y aura la N-VA et le VLD. A « gauche », une partie du CD&V. Charles Michel et les siens risquent donc de devoir jouer le rôle généralement dévolu à son nouveau frère ennemi, le CDH ! Il sera plutôt sur le siège de l'arbitre. Avec, quand même, une pression phénoménale : comme seul parti francophone, il ne pourra laisser passer la moindre mesure dont les relents communautaires pourraient coûter très cher très longtemps au MR.

**Le VLD.** Le parti de Gwendolyn Rutten est peut-être le plus à l'aise dans la pièce qui commence. Les réformes envisagées sont celles qu'il revendique depuis des décennies, et il n'a pas d'aile gauche ou nationaliste à contenter. Mais le VLD devra quand même s'assurer que les réformes socioéconomiques aillent assez loin pour satisfaire ses électeurs. ■

B.DY

